

[Texte]

cas de CN Express, il a, par anticipation, à mon avis il ne faudrait peut-être pas le lui dire, en voyant qu'il était administrateur public, il a développé de lui-même, sans qu'on ait eu besoin de le lui demander, un programme d'intégration, un programme de pension anticipée, un programme de relocation, un programme de reformation des employés qui est à la fine pointe du progrès moral dans ces secteurs-là.

• 1200

M. Deniger: Sauf que de plus en plus la jurisprudence nous indique qu'on tend vers cela.

M. Pepin: Je suis bien d'accord, on tend vers cela, mais ce que le CN a fait dans le cas de CN Express, c'est en avance sur ce vers quoi on tend, sur ce vers quoi on s'en va. Alors je dis simplement que M. Bandeen est un petit peu ambivalent parce que, tout en voulant donner la conviction à tout le monde que CN est administré aussi bien que n'importe quelle société privée, il n'en est pas moins conscient de ses responsabilités d'administrateur public et fait des choses qui vont plus loin que ce à quoi on s'attendrait normalement du secteur privé. D'accord?

M. Deniger: En fait, il ne va pas aussi loin que vous le désireriez parce que vous êtes intervenu vous-même dans le dossier pour qu'il aille encore plus loin.

M. Pepin: Oui.

M. Deniger: Encore une fois, on pourrait qualifier cela d'ingérence politique et il n'y a personne qui se plaint. Pourtant, dans d'autres cas, lorsqu'il y a ingérence politique, on se plaint. Peut-être est-ce parce que je suis politicien, mais moi, je ne vois pas d'objection à ce qu'il y ait de l'ingérence politique dans quoi que ce soit. C'est moi qui dois rendre compte à la population tous les quatre ans lorsqu'on m'élit.

M. Pepin: Vous avez la même situation dans le conflit entre Halifax et Montréal qu sujet de Dart. Parce que Dart déménage à Montréal, Halifax proteste, mais Halifax n'a pas protesté quand le CN a pris position dans Halterm ou dans Halifax Shipping. Elle ne s'oppose pas à ce moment-là. C'est normal, cela. Cela fait partie . . .

M. Deniger: Elle ne s'est pas opposée non plus lorsque Cast a quitté Montréal pour aller justement à Halifax pour vite réaliser que vraiment . . .

M. Pepin: Ce n'est pas Cast, c'est Dart.

M. Deniger: Non, je sais, mais il y a eu le cas opposé parce qu'il y avait une dispute entre le MEA et Cast. Cast a décidé de jouer le gros jeu, d'essayer de se retirer de la MEA, de la Maritime Employers Association d'aller à Halifax. Personne ne s'est plaint et ils sont revenus.

M. Pepin: Tout cela pour dire que du moment que vous avez des sociétés de la Couronne, et moi j'en suis un défenseur passionné, du moment que vous en avez, vous achetez une série de problèmes, ceux qu'on mentionne maintenant. Mais c'est un cas justement où l'on dit: les problèmes qu'on a avec cette institution-là n'empêchent pas les institutions elles-mêmes d'être très valables. Alors, on accepte les problèmes pour avoir les institutions.

[Traduction]

is a public administrator, he developed on his own initiative, without having to be asked, an integration program, a relocation program and a retraining program for employees, all of which were extremely advanced from a social point of view, by whatever standards.

Mr. Deniger: Except that more and more jurisprudence shows that we are moving in that direction.

Mr. Pepin: I agree, that we are, but CN did in the case of the CN Express, is much more avant-garde than the general trend. I am simply saying that Mr. Bandeen is perhaps a bit ambivalent because while he wants to convince everyone that the CN is administered as well as any private industry, he is fully aware of his responsibilities as a public administrator, to take steps which would normally not be expected in the private sector. Do you agree?

Mr. Deniger: In fact, he does not go far enough because you intervened yourself in this case in order that he do more.

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Deniger: Once again that could be called a political interference, but you do not hear anyone complaining. Yet in other cases of political interference, there have been complaints. Perhaps it is because I am also a politician, but personally I do not have any objections to political interference in any matter. I am the one who every four years has to account to the population at election time.

Mr. Pepin: The same conflict exists between Montreal and Halifax with respect to Dart. Dart is moving to Montreal, Halifax is protesting, but it did not do so when the CN made a decision with respect to Halterm or Halifax Shipping. Halifax did not object then, and that is normal. That is part of . . .

Mr. Deniger: And they did not object either when Cast left Montreal to go to Halifax only to quickly realize that in fact . . .

Mr. Pepin: It was not Cast, it was Dart.

Mr. Deniger: Yes, I know, but it was a reverse case because there had been a conflict between MEA and Cast. Cast decided to go for broke, to try to get out of MEA, the Maritime Employers Association and to go to Halifax. Nobody complained, and they went back.

Mr. Pepin: All this to say that as soon as you are involved with Crown corporations, of which I am a stout defender, you are buying a can of worms, the very problems now mentioned. And it is a case in point that the problems this institution raises does not prevent these institutions to be quite valuable, so if you want the institution, you have to take their problems too.